

Arrêté royal 361/2009 du 20 mars.

I. Dispositions générales

MINISTERE DES AFFAIRES GENERALES

Arrêté royal 361/2009 du 20 mars, régissant les informations sur la chaîne alimentaire qui doivent accompagner les animaux destinés à l'abattage.

Le Règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires stipule que les exploitants d'entreprises du secteur alimentaire doivent tenir à jour et conserver des registres concernant les mesures visant à maîtriser les dangers pour les denrées alimentaires, ce de manière appropriée et durant une période adéquate définie en fonction de la nature et de la taille de l'entreprise du secteur alimentaire. Il doivent également mettre les informations pertinentes de ces registres à la disposition de l'autorité compétente, à leur demande, et des exploitants du secteur alimentaire destinataires.

Ce règlement prévoit également que les exploitants du secteur alimentaire qui élèvent des animaux doivent en particulier tenir des registres. Les informations issues des registres que les éleveurs doivent mettre à disposition de l'entreprise du secteur alimentaire qui reçoit les animaux destinés à l'abattage, sont les informations sur la chaîne alimentaire.

Les informations sur la chaîne alimentaire aident l'exploitant de l'abattoir à organiser les activités d'abattage et aident le vétérinaire officiel à déterminer les procédures d'inspection nécessaires.

Le Règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale, stipule que l'exploitant de l'abattoir doit demander, recevoir, vérifier et utiliser activement les informations sur la chaîne alimentaire de tous les animaux, excepté le gibier sauvage, qui sont amenés à l'abattoir ou y sont destinés. Ces informations sur la chaîne alimentaire sont issues des registres de l'exploitation d'origine des animaux.

Le Règlement prévoit également que l'exploitant de l'abattoir doit garantir que ces informations sur la chaîne alimentaire respectent les prescriptions relatives aux informations prévues dans le Règlement (CE) 853/2004.

Le Règlement (CE) n° 2074/2005 de la Commission du 5 décembre 2005 établissant les mesures d'application relatives à certains produits régis par le règlement (CE) n° 853/2004 et à l'organisation des contrôles officiels prévus par les règlements (CE) n° 854/2004 et (CE) n° 882/2004, portant dérogation au règlement (CE) n° 852/2004 et modifiant les règlements (CE) n° 853/2004 et (CE) n° 854/2004, stipule que l'autorité compétente du lieu d'expédition informe l'exploitant du secteur alimentaire responsable de l'expédition des éléments d'information minimaux sur la chaîne alimentaire à fournir à l'abattoir, conformément à l'annexe II, section III, du Règlement (CE) n° 853/2004.

Le Règlement (CE) n° 2076/2005 de la Commission du 5 décembre 2005 portant dispositions d'application transitoires des Règlements (CE) n° 853/2004, (CE) n° 854/2004 et (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil et modifiant les Règlements (CE) n° 853/2004 et (CE) n° 854/2004, donne la possibilité aux Etats membres d'introduire une période de transition concernant les informations sur la chaîne alimentaire pour les différentes espèces animales, à l'exception de la volaille. Ce Règlement prévoit également que l'autorité compétente peut autoriser que ces informations, pendant la période de transition, soient remises en même temps que les animaux de toutes espèces animales aux

exploitants d'abattoirs au lieu de minimum 24h avant l'arrivée des animaux, comme prévu dans le Règlement (CE) n° 853/2004.

Le présent arrêté royal définit quels éléments d'information minimaux sur la chaîne alimentaire doivent être remis à l'exploitant d'un abattoir par l'exploitant du secteur alimentaire qui envoie les animaux à l'abattoir et prévoit qu'il ne s'agit pas de toutes les données dont doit disposer l'exploitant du secteur alimentaire dans les registres d'exploitation.

Il détermine également les périodes de transition qui s'appliquent à la délivrance des informations sur la chaîne alimentaire à l'exploitant de l'abattoir de toutes espèces animales et à la réception de ces informations 24h avant l'arrivée des animaux, à l'exception des cas où ceci doit avoir lieu en avance en raison de caractéristiques spécifiques. Celles-ci sont reprises dans la disposition complémentaire.

Par ailleurs, les prescriptions relatives aux informations sur la chaîne alimentaire sont dispersées dans la réglementation communautaire ; le Règlement (CE) n° 852/2004 prévoit ainsi quels registres doivent être tenus à jour et conservés par les exploitants qui élèvent des animaux (Annexe I, partie A) ; le Règlement (CE) n° 853/2004 prévoit quelles données issues des registres d'exploitation doivent être fournies aux exploitants d'abattoirs et comporte également les obligations auxquelles les exploitants de l'établissement d'origine des animaux doivent satisfaire et les obligations des exploitants d'abattoirs (Annexe II, Section III) ; le Règlement (CE) n° 854/2004 définit les tâches du vétérinaire officiel (Annexe I, Section I, Chapitre II, Partie A), les décisions du vétérinaire officiel (Annexe I, section II, chapitre II) et réglemente la communication des résultats d'expertise (annexe I, section II, chapitre I) ; et, enfin, le Règlement (CE) n° 2074/2005 prévoit les obligations des exploitants du secteur alimentaire (annexe I, section I), le contrôle que l'autorité compétente doit réaliser au lieu d'abattage (annexe I, section II, chapitre I), ainsi que les informations qui doivent être communiquées à l'exploitation d'origine (annexe I, section II, chapitre II).

Sous réserve de l'application directe et immédiate des règlements européens mentionnés, vu la quantité, la portée et la complexité de ceux-ci, certaines prescriptions de ces règlements doivent être reprises en vue de clarifier et de systématiser tous les aspects relatifs aux informations sur la chaîne alimentaire.

Cette disposition a été approuvée dans le cadre d'une série de réglementations, étant donné que cet arrêté royal, conformément au *Tribunal Constitucional*, est considéré comme un complément absolument indispensable pour la détermination de normes minimales uniformes dans la réglementation communautaire qui s'appliquent au domaine concerné.

Après consultation des secteurs concernés et des communautés autonomes, la Commission interministérielle a rédigé cette norme (*Ordenacion Alimentaria*).

Le présent arrêté royal est imposé sur base de l'article 149.1.16.^a de la Constitution espagnole, portant attribution à l'Etat de la compétence exclusive sur les fondements et la coordination générale en matière de santé, et conformément à l'article 40.2 de la Loi 14/1986 du 25 avril "*General de Sanidad*" (Loi générale relative à la Santé).

Sur base de ceci, sur proposition du *Ministro de Sanidad y Consumo y de la Ministra de Medio ambiente, y Medio Rural y Marino* (le Ministre de la Santé et de la Consommation et le Ministre de l'Environnement, du Milieu rural et marin), et conformément au Conseil d'Etat et préalablement à la concertation du Conseil des Ministres du 20 mars 2009,

NOUS DISPOSONS :

Article 1. Objectif et champ d'application.

1. Le présent arrêté royal systématisé et détermine les dispositions communautaires légales concernant les informations sur la chaîne alimentaire, en établissant :
 - a) les obligations des exploitants du secteur alimentaire et des autorités compétentes, en ce qui concerne les informations sur la chaîne alimentaire

- b) les données dont doivent disposer les exploitants d'élevages où sont élevés des animaux destinés à l'abattage, et qui sont indispensables pour pouvoir délivrer les informations sur la chaîne alimentaire
 - c) les informations sur la chaîne alimentaire, qui doivent être fournies par le propriétaire des animaux à l'exploitant de l'abattoir, concernant les animaux provenant d'une exploitation espagnole et qui sont abattus dans l'abattoir pour consommation humaine
 - d) les informations que les autorités compétentes doivent communiquer à l'exploitation d'origine des animaux d'élevage qui sont abattus dans l'abattoir.
2. En application de l'article 1.1.b), les autorités compétentes définissent les banques de données et registres, dans les domaines mentionnés à l'annexe I.
 3. Le présent arrêté royal relatif aux informations sur la chaîne alimentaire ne s'applique pas aux pièces de gibier sauvage.

Article 2. Définitions

Si nécessaire, les définitions suivantes s'appliquent : les définitions du Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002, établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires, du Règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires, du Règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale, du Règlement (CE) n° 854/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine, du Règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux.

Outre les définitions prévues dans les réglementations communautaires correspondantes, s'ajoutent également les définitions suivantes :

1. Vétérinaire privé : le vétérinaire responsable de l'élevage, c'est-à-dire le vétérinaire ou la firme vétérinaire qui, de manière temporaire ou permanente et de manière exclusive ou non est en service auprès d'une exploitation, fournit des prestations et réalise des tâches propres à la profession de vétérinaire et que le responsable de l'exploitation lui a confiées.
Lorsqu'un vétérinaire répond à ces critères, il peut être considéré comme vétérinaire d'exploitation responsable :
 - a) si l'exploitation fait partie d'un "Agrupación de Defensa Sanitaria" (Groupe de défense de la santé), il s'agit de ce même vétérinaire responsable.
 - b) si l'exploitation est composée de différentes unités, le vétérinaire est désigné pour toutes les unités.
 - c) si l'exploitation est membre d'une unité ou d'un groupe où sont élevés des animaux, comme prévu à l'article 85 de l'arrêté royal 109/1995 du 27 janvier, il s'agit du vétérinaire de cette unité ou groupe.
 - d) dans le cas d'associés ou de membres d'une association ou d'une association agricole de transformation, il s'agit du vétérinaire de l'unité associative.

Dans les autres cas, le vétérinaire qui a effectué des prestations le plus régulièrement au cours des derniers mois est considéré comme le vétérinaire privé ou, à défaut, le dernier vétérinaire qui a réalisé ces tâches dans l'exploitation.

2. Centre de rassemblement : tout établissement, y compris les centres de collecte et marchés, où du bétail provenant de différentes exploitations est réuni en troupeaux

destinés au négoce, aux marchés, aux concours ou aux expositions de bestiaux, ainsi que les centres d'examen d'animaux. Les installations possédant une autorisation pour la détention de bétail destiné à des fins commerciales, dont doivent disposer les négociants ou opérateurs commerciaux dans le cadre de l'exercice de leur activité, ne sont pas considérées comme des centres de rassemblement.

3. Etablissement de transformation ou opérateur commercial : toute personne physique ou morale ayant pour activité l'achat et la vente directs ou indirects d'animaux à des fins de négoce, dont le chiffre d'affaire est régulier et qui revend les animaux maximum 30 jours après l'achat ou qui les déplace depuis un local d'exploitation vers un autre qui ne lui appartient pas.

Article 3. Compétences des exploitants d'élevages (Annexe I, Partie A – III du Règlement (CE) n° 852/2004 ; Annexe II, Section III du Règlement (CE) n° 853/2004 ; Annexe I, Section I du Règlement (CE) n° 2074/2005.)

1. L'exploitant, ou le responsable officiel, d'une exploitation d'élevage qui envoie des animaux de rente à l'abattoir, fournira à l'exploitant de l'abattoir les informations sur la chaîne alimentaire, sous réserve des autres documents officiels requis par d'autres prescriptions y applicables.
2. Les informations sur la chaîne alimentaire fournies à l'exploitant de l'abattoir doivent être basées sur les données et documents dont dispose l'exploitation d'origine. À cet effet, les exploitants qui élèvent des animaux destinés à l'abattage doivent en particulier disposer des informations minimales telles que définies à l'annexe I.
3. L'exploitant de l'exploitation d'élevage, ou le responsable officiel, veillera à envoyer les informations sur la chaîne alimentaire de telle sorte que l'exploitant de l'abattoir reçoive celles-ci 24h avant l'arrivée des animaux.
4. En dérogation à ce qui précède, ces informations peuvent accompagner les animaux envoyés à l'abattoir dans les cas suivants :
 - a) Les porcs, les volailles et le gibier d'élevage ayant subi une inspection ante mortem à l'exploitation d'origine, si ceux-ci sont accompagnés d'un certificat signé par le vétérinaire officiel, dans lequel il déclare avoir examiné les animaux à l'exploitation et les avoir trouvés en bonne santé.
 - b) Les solipèdes domestiques.
 - c) Les animaux qui ont subi un abattage d'urgence, si ceux-ci sont accompagnés d'une déclaration signée par le vétérinaire officiel, attestant le résultat favorable de l'inspection ante mortem.
 - d) Les animaux qui ne sont pas fournis directement par l'exploitation d'origine à l'abattoir.

Dans chacun des quatre cas susmentionnés, les animaux seront accompagnés des informations sur la chaîne alimentaire, avec mention qu'elles sont conformes à une exception prévue à la lettre correspondante de cet alinéa.

Article 4. Informations sur la chaîne alimentaire. (Annexe II, Section III du Règlement (CE) n° 853/2004).

1. Les informations sur la chaîne alimentaire qui renvoient aux animaux destinés à l'abattage peuvent être délivrées sous la forme d'une déclaration signée par l'exploitant de l'élevage.
2. La déclaration et la signature seront établies dans la forme ou les moyens appropriés à cet effet.
3. Les informations comportent au minimum les éléments cités à l'annexe II.

4. Les données peuvent être présentées en annexe de la déclaration, dans des documents complémentaires ayant d'autres finalités, ou fournies sous la forme de copies mot pour mot des registres des exploitations d'origine ou d'autres documents.
5. Les informations sur la chaîne alimentaire pourront également être rassemblées dans un document unique présentant à la fois les informations sur base des données officielles et les informations issues des registres de l'élevage.
6. En dérogation à ce qui est prévu au point 1, il ne sera pas nécessaire de fournir les informations citées à l'alinéa C1 et D1, 2, 6 et 9 de l'annexe II lorsque l'exploitant de l'abattoir dispose déjà de ces informations par le biais d'un contrat en cours ou d'un système de garantie de la qualité. Dans un tel cas, les données de ces alinéas se retrouvent dans les registres de l'exploitant de l'abattoir dans le cadre des procédures sur base des principes HACCP.

Article 5. Compétences et obligations des exploitants d'abattoirs (Annexe II, Section III du Règlement (CE) n° 853/2004.)

1. Les exploitants d'abattoirs ne doivent pas accepter d'animaux dans les installations de l'abattoir sans avoir reçu les informations pertinentes sur la chaîne alimentaire 24h avant l'arrivée des animaux à l'abattoir, sauf dans les cas visés à l'alinéa 4 de l'article 3.
2. Lorsqu'un animal arrive à l'abattoir sans les informations sur la chaîne alimentaire, lorsque ces informations ne sont pas toutes complétées ou lorsqu'il existe un doute sur la validité et la fiabilité du contenu de ces informations, l'exploitant doit en informer immédiatement le vétérinaire officiel. L'animal ne peut être abattu tant que le vétérinaire officiel n'en a pas donné l'autorisation.
3. Les exploitants d'abattoirs qui, après l'évaluation des informations pertinentes sur la chaîne alimentaire, décident d'autoriser des animaux dans les installations de l'abattoir, doivent immédiatement communiquer ces informations au vétérinaire officiel, et doivent, préalablement à l'inspection ante mortem de l'animal concerné, informer le vétérinaire officiel de toutes les informations susceptibles de témoigner d'un problème de santé.
4. L'alinéa 4 de l'article 3 prévoit que, lorsque des exploitants d'abattoirs autorisent des animaux à l'abattage, les documents mentionnés aux points a) et c) des alinéas précités et les passeports qui accompagnent les solipèdes domestiques doivent être remis au vétérinaire officiel. L'animal ne peut être abattu tant que le vétérinaire officiel n'en a pas donné l'autorisation.
5. En vue de la gestion des informations sur la chaîne alimentaire reçues, les exploitants doivent mettre au point des méthodes permettant d'évaluer ces informations de manière adéquate. Ces méthodes concernent les procédures basées sur le HACCP. Il s'agit également de systèmes intégrés, de systèmes de contrôle privés, de procédures de certification indépendante par des tiers ou d'autres moyens.

Article 6. Obligations des autorités compétentes (Annexe I, Section II, Chapitre I du Règlement (CE) n° 2074/2005).

1. Conformément à la réglementation en vigueur, l'autorité compétente du lieu d'expédition fournit des documents pertinents qui doivent accompagner les animaux.
2. L'autorité compétente du lieu d'abattage vérifie que :
 - a) les informations sur la chaîne alimentaire sont communiquées de manière systématique et effective,
 - b) les informations sur la chaîne alimentaire sont valables et fiables,
 - c) l'exploitation bénéficie, le cas échéant, des informations pertinentes du point de vue de la santé animale et de la sécurité alimentaire.

Article 7. Contrôle des informations par le vétérinaire officiel (Annexe I, Section I, Chapitre II, Partie A et Section II, Chapitre II du Règlement (CE) n° 854/2004 ; Annexe I, Section I du Règlement (CE) n° 2074/2005).

1. Le vétérinaire officiel doit contrôler qu'aucun animal n'est abattu lorsque l'exploitant de l'abattoir n'a reçu ni contrôlé aucune information pertinente sur la chaîne alimentaire.

Le vétérinaire officiel peut toutefois autoriser que les animaux soient abattus à l'abattoir malgré l'absence des informations pertinentes sur la chaîne alimentaire. Dans ce cas, le vétérinaire officiel doit disposer de toutes les informations pertinentes sur la chaîne alimentaire avant que les carcasses de ces animaux puissent être déclarées propres à la consommation humaine. Dans l'attente d'une décision définitive, les carcasses concernées et les abats correspondants sont entreposés séparément des autres viandes.

Lorsque les informations pertinentes sur la chaîne alimentaire ne sont pas disponibles dans les 24 heures après l'arrivée de l'animal à l'abattoir, l'intégralité de la viande de l'animal doit être déclarée impropre à la consommation humaine. Si l'animal n'a pas encore été abattu, il doit être abattu séparément des autres animaux. Si nécessaire, ce délai peut être prolongé par le vétérinaire officiel lorsqu'il estime que le retard dans la délivrance des informations pertinentes est justifié.

2. Le vétérinaire officiel doit contrôler et analyser toutes les informations sur la chaîne alimentaire, et prendre en compte les résultats dûment étayés de ce contrôle et de cette analyse lorsqu'il effectue des inspections ante et post mortem.
3. Lorsqu'il effectue des tâches d'inspection, le vétérinaire officiel doit tenir compte des certificats officiels accompagnant les animaux et des déclarations éventuelles des vétérinaires effectuant des contrôles au niveau de la production primaire, y compris des vétérinaires officiels et agréés.
4. Lorsque les exploitants du secteur alimentaire intervenant dans la chaîne alimentaire prennent des mesures supplémentaires pour garantir la sécurité des aliments, en mettant en oeuvre des systèmes intégrés, des systèmes de contrôle privés, une procédure de certification indépendante par des tiers ou d'autres moyens, et lorsque ces mesures sont suffisamment détaillées et les animaux concernés par ces systèmes clairement identifiables, le vétérinaire officiel peut en tenir compte dans le cadre de ses tâches d'inspection et de la vérification des procédures de l'abattoir fondées sur le système HACCP.

Ceci n'est pas d'application si les animaux proviennent d'établissements de transformation ou de centres de rassemblement.

Article 8. Mesures en cas d'infractions (Annexe I, Section II, Chapitre II du Règlement (CE) n° 854/2004).

- a) S'il ressort de documents ou d'autres informations que les animaux proviennent d'une exploitation ou d'une région où les mouvements d'animaux sont interdits ou qui font l'objet d'autres restrictions pour des raisons de santé animale ou publique,
- b) si les règles relatives à l'utilisation de médicaments vétérinaires n'ont pas été respectées, ou
- c) si toute autre condition susceptible de nuire à la santé humaine ou animale est présente,

ces animaux ne peuvent être acceptés pour l'abattage que conformément aux procédures établies dans la réglementation en vue d'éliminer les risques pour la santé humaine ou animale.

Si les animaux se trouvent déjà à l'abattoir, ils doivent être abattus séparément et déclarés impropres à la consommation humaine, en veillant, le cas échéant, à prendre

des précautions pour préserver la santé publique et animale. Si le vétérinaire officiel le juge nécessaire, des contrôles officiels doivent être effectués dans l'exploitation d'origine. L'autorité compétente doit prendre les mesures appropriées si elle découvre que les enregistrements, les documents ou autres informations qui accompagnent les animaux ne correspondent pas à la véritable situation de l'exploitation d'origine ou au véritable état des animaux ou qu'ils visent à tromper délibérément le vétérinaire officiel. L'autorité compétente doit prendre des mesures à l'encontre de l'exploitant responsable des animaux, notamment sous la forme de contrôles supplémentaires. L'exploitant responsable de l'exploitation d'origine des animaux ou toute autre personne concernée doit prendre en charge le coût de ces contrôles supplémentaires.

Article 9. Communication des résultats d'inspection (Annexe I, Section II, Chapitre I du Règlement (CE) n° 854/2004 ; Annexe I, Section II, Chapitre II du Règlement (CE) n° 2074/2005).

1. Lorsque le vétérinaire officiel constate la présence d'une maladie ou d'un état pathologique dangereux qui pourrait affecter la santé publique ou animale, ou des infractions concernant le bien-être animal, il en informe l'exploitant de l'abattoir. Lorsque les animaux abattus ont été élevés dans une exploitation située sur le territoire espagnol, le vétérinaire officiel doit communiquer les résultats d'inspection pertinents à l'exploitation concernée et, moyennant la collaboration administrative de l'exploitant de l'abattoir, les enregistrer dans toutes les banques de données pertinentes. Le modèle de document présenté à l'annexe I du Règlement (CE) n° 2074/2005 doit être utilisé à cet effet ou un autre document dans lequel figurent au minimum les informations du document précité.
De plus, il faut faire mention du nom de la maladie tel qu'il figure dans le Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'Organisation mondiale de la Santé animale.
2. Si le problème est apparu au cours de la production primaire, le vétérinaire officiel doit le plus rapidement possible en informer les parties suivantes, avec la collaboration administrative de l'exploitant de l'abattoir :
 - a) le vétérinaire de l'exploitation d'origine,
 - b) l'exploitant responsable de cette exploitation,
 - c) l'autorité compétente qui, si nécessaire, exerce une surveillance de cette exploitation.
3. Si les animaux ont été élevés dans une exploitation située dans un autre Etat membre, l'autorité compétente doit agir selon les prescriptions du Règlement (CE) n° 2074/2005.

Article 10. Infractions et sanctions.

Si les dispositions du présent arrêté royal ne sont pas respectées, le règlement relatif aux infractions et sanctions s'applique, institué par la *Ley 14/1986* du 25 avril *General de Sanidad* (loi générale relative à la santé) et par la *Ley 8/2003* du 24 avril *de Sanidad Animal* (loi générale relative à la santé animale), et les autres prescriptions qui en découlent.

Disposition complémentaire. Règles de conformité pour la délivrance des informations sur la chaîne alimentaire.

1. En dérogation à la troisième disposition finale, lorsqu'il existe des informations sur la chaîne alimentaire qui peuvent mener à une désorganisation grave des activités de l'abattoir, ces informations doivent être communiquées immédiatement au responsable de l'abattoir et avant l'arrivée des animaux.
2. Le délai de 24h pour la délivrance des informations sur la chaîne alimentaire, prévu à l'article 3.3, est exigé pour l'application de cette disposition lorsque les objectifs du Règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004

sont compromis ainsi que lorsque les animaux proviennent d'exploitations où l'une des circonstances suivantes est constatée :

- a) les exploitations suspectées de fournir des résultats positifs, au cours de l'année précédente, aux analyses de résidus dans le cadre du *Real decreto 1749/1998* (arrêté royal) du 31 juillet établissant les moyens de contrôle pour certaines substances et résidus dans les animaux vivants et produits dérivés de ceux-ci
- b) les exploitations dont les animaux ou les moyens de production sont bloqués à la suite d'actions judiciaires dans le cadre de la santé publique ou de la sécurité alimentaire, et dont l'envoi des animaux à l'abattoir est autorisé en vue de leur abattage
- c) les animaux, autres que les lagomorphes, qui ont subi un traitement vétérinaire dans les 30 jours qui précèdent l'envoi à l'abattoir
- d) dans le cadre des programmes nationaux de contrôle et d'éradication des maladies animales : les animaux positifs, suspects et soumis à un abattage d'urgence
- e) les exploitations dont la saisie complète ou partielle atteint 50% des animaux abattus sur une même journée. Ceci doit également être communiqué conformément à l'article 9. Les informations sur la chaîne alimentaire doivent ici être communiquées 24h à l'avance et ce pendant un mois à partir de la date de saisie.

Abrogation. Abrogation de la réglementation.

Toutes les dispositions de rang égal ou inférieur qui sont en contradiction avec le présent arrêté royal sont abrogées, et en particulier l'article 10.1 et l'annexe XI du *Real decreto 3454/2000* (arrêté royal) du 22 décembre instituant et réglementant le programme coordonné de surveillance et de contrôle des encéphalopathies spongiformes transmissibles chez les animaux, avec une dernière publication via *Orden PRE/2893/2007*, et modifiant l'annexe XI du *Real decreto 3454/2000* (arrêté royal) du 22 décembre instituant et réglementant le programme coordonné de surveillance et de contrôle des encéphalopathies spongiformes transmissibles chez les animaux.

Première disposition finale. Titre justifiant d'une compétence.

Le présent arrêté royal, qui prend en compte les normes de base, est imposé sur base de l'article 149.1.16.^a de la Constitution espagnole, attribuant à l'Etat la compétence exclusive des fondements et de la coordination générale en matière de santé.

Deuxième disposition finale. Autorisation de développement et de modification.

Les ministres de la Santé et de la Consommation, et de l'Environnement, du Milieu rural et marin sont habilités, par le biais d'un arrêté ministériel, et dans le cadre de leurs compétences, à modifier le contenu des annexes dans le cadre de la conformité avec la réglementation communautaire.

Troisième disposition finale. Entrée en vigueur.

Le présent arrêté royal entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication au "Journal officiel". En dérogation et sous réserve de ce qui est prévu dans la disposition complémentaire:

1. dans le secteur des lagomorphes et du gibier d'élevage, les prescriptions en matière d'informations sur la chaîne alimentaire ne sont pas obligatoires jusqu'au 30 décembre 2009.

2. le délai de 24h prévu à l'alinéa 3 de l'article 3 est d'application à partir du 1^{er} janvier 2010.

Fait à Madrid, le 20 mars 2009.

JUAN CARLOS R.

Annexe I

Informations minimales dont doivent disposer les exploitants d'élevage d'animaux destinés à l'abattage, en vue de fournir les informations sur la chaîne alimentaire

- a) les médicaments à usage vétérinaire ou autres traitements auxquels les animaux ont été soumis, accompagnés de la dénomination ou des composants, de la dose administrée, de la date d'administration et des temps d'attente
- b) la présence de maladies susceptibles de compromettre la sécurité des produits d'origine animale, avec mention de la date à laquelle la maladie a été constatée ou diagnostiquée, du nombre d'animaux touchés, des mesures appliquées et de la date à laquelle la maladie a disparu
- c) les résultats d'analyse des échantillons prélevés officiellement et des autres échantillons prélevés en vue du diagnostic qui sont importants du point de vue de la santé publique
- d) les rapports pertinents des contrôles réalisés sur les animaux ou produits d'origine animale et, en particulier, les résultats d'analyse des échantillons prélevés officiellement dans le cadre des programmes de surveillance et de lutte des résidus et les résultats d'inspection à l'abattoir des animaux de cette exploitation amenés à l'abattoir en vue d'être abattus.

Annexe II

Domaines/champs minimaux concernant les informations sur la chaîne alimentaire

- A. Données administratives
- B. Données de l'expédition
- C. Informations sur les animaux expédiés
- D. Informations sur l'exploitation d'origine

A. Données administratives

1. Nom de l'exploitation, de l'établissement et du responsable de l'expédition
2. Documents d'expédition correctement complétés
3. Moment et lieu où les animaux ont séjourné au cours des 30 derniers jours, ou des 21 derniers jours dans le cas de la volaille. Si nécessaire, les données seront collectées auprès du propriétaire ou détenteur précédent des animaux.

B. Données de l'expédition

1. Espèce animale, nombre d'animaux (écrit en toutes lettres) et âge (groupe d'âge)
2. Identification individuelle ou collective (identification du lot) des animaux; dans ce cas, marques et tatouages.

C. Informations sur les animaux expédiés

1. Les animaux ont-ils ou non été soumis à une inspection par un vétérinaire dans les 48h précédant la remise des documents. Lorsqu'une inspection a eu lieu et que des non-conformités ont été constatées concernant la santé de l'animal, les symptômes doivent être mentionnés.
2. Les animaux soumis à des traitements au cours des 30 derniers jours, avec des explications relatives aux traitements en question.

D. Informations sur l'exploitation d'origine

1. Evaluation ou statut sanitaire de l'exploitation et, si pertinent, l'évaluation ou le statut sanitaire de la région ou province.
2. Présence d'irrégularités au niveau du statut sanitaire des autres animaux de l'exploitation dans les dernières 48h et, le cas échéant, mentionner les symptômes.
3. Diagnostics par un vétérinaire, dans les 12 mois précédant l'expédition, de maladies susceptibles de porter atteinte à l'innocuité de la viande et, le cas échéant, le rapportage qui en est fait.
4. Résultats d'analyse des échantillons, réalisées au cours des 6 derniers mois, dans le cadre de la surveillance et du contrôle des zoonoses.
5. Echantillons prélevés sur les animaux, au cours des 6 derniers mois, pour l'analyse des résidus, avec précision des substances chimiques analysées et des résultats pour les cas positifs.
6. Informations, dans le cas d'une notification depuis un abattoir, relatives aux constatations à propos de la santé des autres animaux de l'exploitation au cours des deux dernières années.
7. Le cas échéant, les moyens supplémentaires cités à l'article 7.4.
8. Informer des programmes de surveillance et de contrôle des maladies qui sont appliqués dans l'exploitation.
9. Nom et adresse du vétérinaire privé de l'exploitation.
10. Si l'on est confronté à l'un des cas mentionnés à l'article 3.4, pour lesquels les informations sur la chaîne alimentaire peuvent accompagner les animaux lors de leur transport à l'abattoir.

Ces informations doivent être accompagnées d'une déclaration de conformité, signée par le propriétaire de l'exploitation d'origine et mentionnant la date à laquelle il est prévu que les animaux quittent l'exploitation.

Lors de sa réception à l'abattoir, en cas de conformité, cette déclaration sera signée par le propriétaire de l'abattoir de destination, avec mention de la date à laquelle les animaux ont été réceptionnés.